

PRÉFET DE LA SOMME

Direction des affaires juridiques et de l'administration
locale
Bureau de l'administration générale et de l'utilité
publique
Installations classées pour la protection de
l'environnement
commune de LIHONS
Société GURDEBEKE SA

MISE EN DEMEURE

A R R Ê T É du 14 AVR. 2014

Le préfet de la région Picardie
Préfet de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment les titres 1er des Livres V de ses parties législatives et réglementaires relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 1er août 2012 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de la région Picardie, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant M. Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2013 portant délégation de signature de M. Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-5 ; L. 512-7 ; L. 512-10) du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 27 mars 2006 à la société GURDEBEKE pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Lihons, parcelles cadastrées R n°30 à 33, 172 à 180, 182 à 184 et ZP n°26 (pro parte) et 41 (pro parte) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2009 modifiant la capacité maximale annuelle autorisée de déchets non dangereux réceptionnés pour les années 2009 à 2015 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 8 janvier 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier de l'exploitant parvenu le 7 mars 2014 ;

Considérant que, lors de la visite du 7 juin 2013, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que le site avait réceptionné 87 374,10 tonnes de déchets en 2012 ;

Considérant que cette situation constitue un dépassement de 33% de la quantité annuelle maximale de déchets admissibles au sein de l'établissement pour l'année 2012, fixée à 65 700 tonnes par l'article 18 bis de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 complété le 9 juin 2009 ;

Considérant également que, lors de la visite du 7 juin 2013, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que le site avait réceptionné en 2012 plus de 60 000 tonnes de déchets en provenance des départements de l'Aisne et de l'Oise ;

Considérant que cette situation constitue un dépassement conséquent de la quantité annuelle maximale de déchets en provenance des départements de l'Aisne et de l'Oise admissibles au sein de l'établissement pour l'année 2012, fixée à 700 tonnes par l'article 18 bis de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 complété le 9 juin 2009 ;

Considérant par ailleurs que de tels dépassements ont déjà été constatés en 2009 ;

Considérant enfin que l'exploitant a affirmé, au cours de l'inspection du 7 juin 2013, qu'il ne serait pas en mesure de respecter, pour l'année 2013 et les suivantes, les tonnages annuels maximaux de déchets admissibles au sein de l'établissement, imposé par l'article 18 bis de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 complété le 9 juin 2009 ;

Considérant en conséquence que la société GURDEBEKE S.A. a modifié les conditions d'exploitation de son établissement relatives aux quantités annuelles maximales des déchets admissibles au sein des installations ;

Considérant que la société GURDEBEKE S.A. a procédé à cette modification notable de son activité sans en avoir préalablement informé M. le Préfet de la Somme en lui apportant l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires à en juger de l'acceptabilité ;

Considérant par ce fait que la société GURDEBEKE S.A. ne respecte pas les dispositions édictées à l'article R. 512-33 du code de l'environnement ;

Considérant que, lors de la visite du 7 juin 2013, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté l'absence de fossé extérieur de collecte, en limite périphérique de l'établissement, permettant d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même ;

Considérant par ce fait que la société GURDEBEKE S.A. ne respecte pas les dispositions édictées à l'article 21 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 ;

Considérant que, lors de la visite du 7 juin 2013, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté l'absence de traitement des eaux de ruissellement de la voirie de la plate-forme de réception par passage dans un débourbeur - déshuileur tel qu'imposé à l'article 21 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 ;

Considérant que, en lieu et place du débourbeur - déshuileur, l'exploitant a mis en oeuvre un dispositif d'épuration des eaux de ruissellement par filtration à travers une couche de craie ;

Considérant que, lors de la visite du 7 juin 2013, l'exploitant a affirmé que ce mode de traitement présente des performances épuratoires au moins égales à celles d'un débourbeur - déshuileur sans toutefois en apporter la démonstration ;

Considérant en conséquence que la société GURDEBEKE S.A. a modifié les conditions d'exploitation de son établissement relatives à la gestion des eaux pluviales de ruissellement de la voirie de la plate-forme de réception ;

Considérant que la société GURDEBEKE S.A. a procédé à cette modification notable de son activité sans en avoir préalablement informé M. le Préfet de la Somme en lui apportant l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires à en juger de l'acceptabilité ;

Considérant par ce fait que la société GURDEBEKE S.A. ne respecte pas les dispositions édictées à l'article R. 512-33 du code de l'environnement ;

Considérant que, lors de la visite du 7 juin 2013, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté l'absence de curage du bassin principal de stockage des lixiviats puis de vérification visuelle de son intégrité physique avant réalisation des éventuelles réparations nécessaires ;

Considérant par ce fait que la société GURDEBEKE S.A. ne respecte pas les dispositions édictées à l'article 25 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 ;

Considérant que cette non-conformité est de nature à générer une pollution éventuelle des sols et des eaux souterraines par infiltration de lixiviats ;

Considérant par ailleurs que la situation dégradée à l'origine de cette non-conformité génère la présence d'un important gradient de lixiviats en fond de casier qui est susceptible de dégrader les barrières de sécurité chargées d'empêcher l'infiltration de pollution dans le sous-sol ;

Considérant en conséquence qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GURDEBEKE S.A. de respecter les prescriptions des articles 21 et 25 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 ainsi que de l'article R. 512-33 du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

ARRETE

Article 1 - La société GURDEBEKE S.A. est mise en demeure, pour l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Lihons, de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 **sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.**

A cette fin, elle déposera une demande de modification des conditions d'exploitation de son établissement relative :

- aux quantités maximales de déchets admissibles annuellement au sein de son établissement ;
- aux modalités d'épuration des eaux de ruissellement récupérées sur la voirie de la plateforme de réception.

Cette demande sera accompagnée de l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires à juger de l'acceptabilité de ces modifications.

Article 2 – La société GURDEBEKE S.A. est mise en demeure **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté** de respecter les dispositions de l'article 21 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006.

A cette fin, elle procédera à la réalisation du fossé extérieur de collecte en périphérie de l'établissement permettant d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même.

Article 3 – La société GURDEBEKE S.A. est mise en demeure **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté** de respecter les dispositions de l'article 25 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006.

A cette fin, elle procédera au curage du bassin principal de collecte des lixiviats puis à une vérification visuelle de son intégrité physique avant de réaliser les réparations éventuellement nécessaires.

Article 4 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 3 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Péronne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GURDEBEKE S.A. et dont une copie sera adressée au maire de LIHONS.

Amiens, le **14 AVR. 2014**
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Jean-Charles GERAY